

province de l'Ontario, car le siège du gouvernement provincial se trouve justement dans Spadina. J'en suis fier, mais cela ne crée pas pour autant des emplois à Spadina. On nous fait ces déclarations trompeuses, qui laissent croire que l'on créera 300,000 emplois, alors qu'en fait ces programmes gouvernementaux n'en créeront probablement pas plus de 50,000. De plus, le gouvernement continuera à verser 1 milliard par mois en prestations d'assurance-chômage à des gens pour qu'ils ne fassent rien.

L'effet de ce budget, monsieur le Président, sera d'augmenter les bénéfiques, de réduire les salaires réels après cette récession et dans le cadre de la relance, ainsi que de garantir que la récession reviendra prochainement, sous une forme plus virulente encore.

M. Fisher: Monsieur le Président, je voudrais revenir sur ce qui semble être le sujet favori du député, les quotas et le protectionnisme dans l'industrie textile. Il est remarquable qu'il soit en faveur de cela pour les pays à main-d'œuvre bon marché. Il s'attaque aux gens qui viennent de ces pays là. Il devrait répéter ce qu'il a dit en présence de la personne qui partage sa banquette et qui prétend toujours le contraire.

Toutefois, je voudrais lui demander spécifiquement ce qu'il estime être des quotas satisfaisants pour l'industrie textile. Comment les établirait-il?

M. Heap: Monsieur le Président, tout d'abord je voudrais mettre en garde les personnes qui écouteront et pourraient être induites en erreur si elles prenaient au sérieux les propos du député. Je n'ai absolument pas attaqué les gens des pays où les salaires sont faibles. Je m'élève publiquement contre les gouvernements de certains États policiers auxquels le député ministériel ne veut pas s'opposer. Ce sont ces gouvernements qui maintiennent des salaires artificiellement bas. Le gouvernement du député n'a pas encore eu le courage et l'honnêteté de prendre position publiquement et de s'opposer à une telle injustice. Je suis du côté de ces bas salariés, mais le député, lui, n'a pas encore prouvé qu'il l'était.

Ce que je veux dire, et je suis heureux d'avoir l'occasion de l'expliquer au député, c'est que les travailleurs canadiens et l'industrie canadienne devraient être en mesure de produire principalement pour les travailleurs canadiens, ce qui est également le souhait des travailleurs philippins aux Philippines. C'est ce que m'a dit un des chefs du mouvement syndical de ce pays à qui je parlais il y a quelques jours. Il est tout à fait d'accord avec la politique que je préconise.

Le député veut un chiffre; selon moi, les importations devraient être limitées à 20 p. 100 du marché canadien. Bien entendu, nous achèterons et nous vendrons, mais nous ne devrions pas vivre exclusivement pour l'exportation, pas plus que les Philippines ou tout autre pays, car alors il n'y aura personne en mesure d'acheter parce qu'il n'y aura pas d'emplois.

M. Fisher: Monsieur le Président, j'apprécie cet exposé au sujet des États policiers, des textiles et de la théorie de l'exportation. Je suis heureux, en définitive, de savoir que le député voudrait réduire les importations à 20 p. 100 du marché canadien. Je doute que les gens de ma circonscription soient d'accord avec lui à ce sujet. Il a dit également que les encouragements fiscaux ne créeront pas d'emplois au Canada. Pourrait-il nous dire, par exemple, ce qu'il pense de l'influence des

REEL sur le logement et l'industrie de la construction? Ne croit-il pas qu'ils créeront des emplois au Canada?

M. Heap: Monsieur le Président, j'admets qu'il y a quelques petites dispositions intéressantes dans le budget. J'ai dit, au début, que je n'allais pas passer en revue toutes les petites dispositions que le gouvernement utilise pour déguiser ce budget conservateur. Les dispositions concernant les REEL sont de celles-là. Oui, il est certain que des logements seront construits, mais c'est une bien mauvaise façon d'utiliser les fonds. Nous obtiendrions de bien meilleurs résultats si le gouvernement adoptait une politique de logements sociaux, à but non lucratif, car cela donne de bien meilleurs résultats, à long terme. La construction de logements dans un but lucratif fait souvent beaucoup monter les prix pour le consommateur et souvent la subvention du gouvernement ne lui donne vraiment rien. C'est pourquoi cette subvention n'a aucune incidence générale sur l'économie, elle ne fait qu'enrichir certaines personnes. J'ai été témoin de ce genre de choses à maintes reprises depuis dix ans à Toronto et si le député prenait la peine de regarder autour de lui dans cette ville, il l'aurait constaté également.

M. Axworthy: Je voudrais poser quelques questions au député pour savoir s'il peut corriger certaines lacunes ou certains renseignements incomplets que renfermait son discours. Il a à grand-peine, semble-t-il, soutenu la thèse que le gouvernement fédéral ne fait rien pour aider l'industrie du textile ou du vêtement. Je me demande s'il sait qu'il existe un Office canadien de renouveau industriel, dont le budget est d'environ 250 millions de dollars, et qui a déjà accordé plus de 100 millions de dollars en subventions à diverses entreprises textiles pour les aider à acheter de nouvelles machines et du matériel et à se moderniser? Sait-il qu'en même temps que ce programme, mon propre ministère a offert des programmes de recyclage et de perfectionnement à des dizaines de milliers de travailleurs du textile, ce qui leur permettra d'acquérir les compétences nécessaires pour entrer dans cette nouvelle ère technologique? Il semble avoir oublié tout cela, ce qui est bien commode.

Au cours de son exposé, le député a déclaré également que la société Inglis avait racheté la société Admiral, provoquant ainsi la perte de 200 emplois. Je me demande s'il est prêt à rectifier cette déclaration et à reconnaître que la société Admiral a fermé ses portes, mais que grâce aux dispositions du programme d'adaptation de l'industrie et de la main-d'œuvre, Inglis a pu reprendre cette société et rouvrir ces usines? Veut-il dire qu'il aurait préféré que le gouvernement fédéral n'aide pas cette société à maintenir 600 ou 700 emplois pour des gens qui avaient travaillé auparavant pour Admiral? Veut-il dire que c'est là la position du NPD, lequel préfère s'en tenir à ses théories idéologiques strictes, au lieu de permettre à des gens de retourner au travail?

M. Heap: Monsieur le Président, je remercie l'honorable ministre de ces deux questions. Pour ce qui est de l'Office canadien de renouveau industriel, il est vrai que j'ai entendu le ministre annoncer que 100 millions de dollars ont déjà été accordés en subventions, mais nous n'en avons aucune preuve. L'Office ne compte aucun industriel du textile ou du vêtement parmi ses membres. Pas un seul; seulement des représentants d'organismes de prêt et un syndicaliste qui est parvenu à ce